

Au cours d'un débat comme celui-ci, il n'y a pas lieu de récriminer; aussi n'adresserai-je de reproche à personne. Je me borne simplement à faire voir que, à en juger par ce qui se publie dans les journaux et par le rapport de la commission des obus, le War-office ne sait pas ce que le Canada est en mesure de produire; il nous croyait incapables de fabriquer les obus et il a fallu lui envoyer M. Carnegie pour lui apprendre le contraire. On en pourrait dire autant à propos des autres branches de l'industrie.

Il n'est pas de sujet britannique plus zélé que moi, mais je suis canadien aussi et, de même que tous ceux qui sont déjà allés en Angleterre, je m'aperçois qu'il reste encore beaucoup à faire pour mettre le monde officiel et une multitude d'autres citoyens de la Grande-Bretagne au fait des ressources du Canada.

Après dîner, les orateurs ministériels se répandent en phrases sonores sur ces divers problèmes, les rédacteurs de journaux les traitent en de longs articles de fond; mais quand on envisage la question au point de vue pratique, on s'aperçoit qu'il faut absolument doter le bureau du haut commissaire d'un personnel entendu aux affaires si l'on veut que le Canada contribue pour sa part à la fourniture des choses dont l'empire a besoin pour mener la guerre à bonne fin. Si on ne le fait pas, nous verrons se répéter tous les six mois, jusqu'à la fin des hostilités, ce que le rapport en question révèle pour les six premiers mois de la guerre, et la grande république voisine, dont l'apathie à l'égard du grave problème qui est au fond de cette lutte gigantesque plonge le monde civilisé dans l'étonnement, continuera, comme pendant les six premiers mois de la guerre, de recevoir des commandes dont le chiffre excédera de plusieurs millions celui des commandes qui se donneront au Canada.

C'est donc très sérieusement que j'appelle sur ce point l'attention du premier ministre. Je considère que l'intérêt des industriels canadiens est assez important pour me donner raison d'insister là-dessus; et je m'efforce de le faire sans faire de reproche à aucun membre de la Chambre ni au Gouvernement.

J'affirme que le bureau du haut commissaire devrait posséder une organisation composée d'hommes d'affaires représentant tout le pays, doit se procurer des sources administratives et autres renseignements complets et adéquats sur les avantages que le Canada peut offrir sous ce rapport et que ces données doivent être fournies aux inté-

ressés, en tout temps, de façon à placer le haut commissaire en état de mettre la main, au moment utile, sur les détails qui se rapportent à l'exécution de toutes les commandes d'approvisionnement dont le bureau de la guerre peut avoir besoin de temps à autre.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Mon honorable ami parle du manque de connaissance de la part des autorités britanniques sur les avantages que le Canada peut offrir, au point de vue de la fabrication des obus.

M. MACDONALD: C'est là ce que ce rapport fait.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: En vérité, mon honorable ami ignorait que le Canada pût fabriquer des obus.

M. MACDONALD: Bien au contraire.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Dans ce cas, il connaissait plus que ce que les fabricants eux-mêmes savaient, parce qu'il fut réellement presque impossible, tout d'abord, de les persuader à entreprendre la tâche de fabriquer, non pas des obus, mais des douilles d'obus, au Canada. Au début, on s'est demandé si l'on pourrait fabriquer ces articles, ici, et c'est à un habitant de la division électorale que mon honorable ami représente, le colonel Cantley, que revient le mérite d'avoir convaincu le gouvernement anglais que nous pouvions produire, au Canada, de l'acier qui se prêtât parfaitement à la fabrication de ces obus et, dans une très large mesure, l'acier a été produit réellement au Canada. Il est bien bon d'envisager l'état de choses sous l'aspect qu'il présente, aujourd'hui, mais si nous voulons comprendre les circonstances qui se présentaient, lorsque la guerre a éclaté, nous devons nous convaincre que non seulement le gouvernement britannique ignorait alors les ressources que le Canada possédait pour accomplir beaucoup de choses qu'il fait, aujourd'hui, mais encore que les manufacturiers du Canada eux-mêmes n'étaient certainement pas au courant de ce que les industries canadiennes pouvaient produire alors, étant donné ce qu'elles accomplissent aujourd'hui, à ce point de vue. Cette aptitude, une fois bien établie, le Gouvernement n'a plus cessé de représenter, en toutes occasions favorables ou non, non seulement au gouvernement anglais, mais de plus aux gouvernements des pays alliés, les ressources que le Canada possède pour la production des denrées alimentaires et

[M. Macdonald.]